

Exercice d'interprétation de texte.

Texte ~ Politique

"Je regarde comme [...] détestable cette maxime, qu'en matière de gouvernement la majorité d'un peuple a le droit de tout faire, et pourtant je place dans les volontés de la majorité l'origine de tous les pouvoirs. Suis-je en contradiction avec moi-même ?

Il existe une loi générale qui a été faite ou du moins adoptée, non pas seulement par la majorité de tel ou tel peuple, mais par la majorité de tous les hommes. Cette loi, c'est la justice.

La justice forme donc la borne du droit de chaque peuple. Une nation est comme un jury chargé de représenter la société universelle et d'appliquer la justice, qui est sa loi. Le jury, qui représente la société, doit-il avoir plus de puissance que la société elle-même dont il applique les lois ?

Quand donc je refuse d'obéir à une loi injuste, je ne dénie point à la majorité le droit de commander ; j'en appelle seulement de la souveraineté du peuple à la souveraineté du genre humain. [...]

Qu'est-ce donc qu'une majorité prise collectivement, sinon un individu qui a des opinions et le plus souvent des intérêts contraires à un autre individu qu'on nomme la minorité ? Or, si vous admettez qu'un homme revêtu de la toute-puissance peut en abuser contre ses adversaires, pourquoi n'admettez-vous pas la même chose pour une majorité ? Les hommes, en se réunissant, ont-ils changé de caractère ? Sont-ils devenus plus patients dans les obstacles en devenant plus forts ? Pour moi, je ne saurais le croire ; et le pouvoir de tout faire, que je refuse à un seul de mes semblables, je ne l'accorderai jamais à plusieurs."

Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, 1835, vol. I, Deuxième partie, chapitre VII, GF, 1981, p. 348-349.

Questions

1. Pourquoi Tocqueville envisage-t-il la possibilité de tenir un propos contradictoire ?
2. Pourquoi oppose-t-il la loi d'un pays et la justice ? Est-ce à dire que la loi prononcée est injuste ?
3. Comment pourrait-elle limiter le droit de chaque peuple ? En quoi consiste ce dernier ?
4. De qui la justice est-elle la loi ?
5. Quand Tocqueville envisage-t-il la possibilité de désobéir à la loi d'un pays ? En quel sens cette désobéissance est-elle légitime ?
6. Quelle comparaison Tocqueville met-il en place dans ce paragraphe ?
7. Expliquez sa conclusion.

